



LE RAPPORT DE FORCE ENTRE NOS MAINS



secteur public

Novembre 2015 — entrenosmains.org

LE FRONT COMMUN EN GRÈVE LE 9 DÉCEMBRE

Le Front commun annonçait hier la tenue d'une journée de grève nationale le 9 décembre prochain. Après avoir effectué trois journées de débrayage, après avoir déposé une contre-proposition responsable au gouvernement et après avoir annoncé le report de certaines journées de grève, le ton a bien sûr changé à nos différentes tables de négociation. Toutefois, des blocages importants subsistent, tant aux tables sectorielles qu'à la table centrale, notamment sur les enjeux des conditions de travail, des salaires et du régime de retraite.

Des comités patronaux de négociation sont allés jusqu'à évoquer, à certaines tables sectorielles, la volonté de conclure d'ici dimanche. Un véritable engagement ou un nouveau « show de boucane »? C'est ce que nous verrons au cours des prochaines heures. Si le gouvernement n'est pas sérieux, si les blocages ne sont pas levés rapidement, il y aura grève nationale des 400 000 membres du Front commun le 9 décembre prochain, qui ont d'ailleurs deux autres jours de grève en poche. Tous les avis de grève seront envoyés d'ici la fin de la journée de vendredi.

Sous la plume de Denis Lessard, *La Presse* écrivait ce matin que « tout est en place pour la conclusion d'une entente, la semaine prochaine, entre le gouvernement du Québec et les centrales syndicales ». Vraiment?

Encore faudrait-il que les mandats des négociateurs leur permettent de répondre aux demandes que nous avons formulées, tant à la table centrale qu'aux tables sectorielles, et que les demandes de recul soient retirées par la partie patronale. Alors que des blitz étaient annoncés hier à certaines tables sectorielles, les premières informations démontrent que le travail d'élagage de la partie patronale demeure insuffisant.

À la table centrale, malgré l'intensification des pourparlers depuis le dépôt de la contre-proposition du Front commun, les représentants du Conseil du trésor n'ont toujours pas répondu aux trois principes que nous avons mis de l'avant: stopper l'appauvrissement des travailleuses et des travailleurs du secteur public, mettre un terme à leur retard salarial et leur permettre de bénéficier de l'enrichissement collectif du Québec.

Les équipes de négociation de la CSN et du Front commun demeurent disponibles en tout temps pour effectuer les travaux nécessaires à la conclusion d'une entente satisfaisante pour les salarié-es du secteur public. Au gouvernement d'envoyer les mandats nécessaires à ses négociateurs!

